

# De bonnes raisons pour arrêter les subventions néfastes à la pêche



Communiqué de presse, 16 février 2024

Depuis plus de 20 ans, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), basée à Genève, a pour mission d'éliminer les subventions néfastes à la pêche. Les membres de l'OMC dépensent chaque année 22 milliards de dollars de subventions néfastes [1]. Le leader, de loin, est la Chine. Le Japon arrive en deuxième position suivi de l'UE avec environ deux milliards, dont environ 700 millions pour l'Espagne.

Le bilan pointe vers un manque de durabilité, comme le montre l'analyse de la diminution de la biodiversité [2] et de la réduction des captures marines sauvages particulièrement populaires [3]. Les reconstructions des captures de l'initiative Sea Around Us, qui complètent les données de la FAO avec des sources locales, montrent depuis des années une tendance à la baisse encore plus nette [4]. Les consommateurs en font l'expérience sous la forme d'une augmentation significative des prix du poisson. Les captures dans les eaux européennes sont à leur plus bas niveau depuis longtemps, avec plus de 70 % de la consommation étant importée. Les subventions financent la surpêche des flottes hauturières, en particulier dans les pays du Sud global comme le Pérou, l'Équateur, le Ghana, la Mauritanie et le Sénégal. Les pêcheurs artisanaux souffrent particulièrement de cette concurrence industrielle qui affecte massivement les chaînes de valeur locales et régionales.

Mettre fin aux subventions néfastes à la pêche aurait de nombreux effets positifs :

1. Les ressources surexploitées pourraient se rétablir et permettre des rendements durables plus élevés, comme l'a calculé pour les eaux européennes un groupe de recherche international dirigé par Rainer Froese du GEOMAR à Kiel [5].
2. La consommation de carburant des flottes industrielles mondiales, qui contribue de manière mesurable aux changements climatiques, serait considérablement réduite – un bonus pour le climat.
3. Les pêcheurs artisanaux pourraient à nouveau gagner leur vie, les femmes actives dans la transformation et la commercialisation pourraient nourrir leur famille et envoyer leurs enfants à l'école. Cela fournirait une stimulation économique en termes d'emplois et de débarquements locaux suffisants pour tenir les ports viables le long des côtes pour une production et une

consommation régionales respectueuses du climat. Les dégâts actuels sont immenses [6].

4. Les bateaux de pêche qui ne réalisent de bénéfice opérationnel que grâce aux subsides seraient mis hors service ou convertis à d'autres fins contribuant positivement à l'économie nationale.

5. La conversion générale de la gestion des pêches vers une approche écosystémique, également soutenue par des zones de protection efficaces, notamment pour les zones de frai et les juvéniles, renforcera la productivité et la résilience face aux effets négatifs des changements climatiques.

La mise en œuvre rapide de l'accord visant à protéger la haute mer promet de nouvelles opportunités pour maintenir et accroître le potentiel des stocks de poissons en tant que puits de carbone [7].

Pour toutes ces raisons, Mundus maris réitère avec force les positions de la large plateforme de la société civile demandant à la 13e Conférence ministérielle (MC13) de l'OMC à Abu Dhabi (26-29 février 2024) de soutenir un accord ambitieux. Il faut enfin mettre un terme aux subventions néfastes à la pêche.

Plus d'informations: C.E. Nauen ([info@mundusmaris.org](mailto:info@mundusmaris.org))

Mundus maris asbl: [www.mundusmaris.org](http://www.mundusmaris.org) et réseaux sociaux FB, X, t, LinkedIn

[1] Sumaila, U.R., et al. (2019). Updated estimates and analysis of global fisheries subsidies. *Marine Policy*, 109:103695

[2] IPBES (2019). Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. S. Díaz, J. Settele, E. S. Brondízio, H. T. Ngo, M. Guèze, J. Agard, A. Arneth, P. Balvanera, K. A. Brauman, S. H. M. Butchart, K. M. A. Chan, L. A. Garibaldi, K. Ichii, J. Liu, S. M. Subramanian, G. F. Midgley, P. Miloslavich, Z. Molnár, D. Obura, A. Pfaff, S. Polasky, A. Purvis, J. Razzaque, B. Reyers, R. Roy Chowdhury, Y. J. Shin, I. J. Visseren-Hamakers, K. J. Willis, and C. N. Zayas (eds.). IPBES secretariat, Bonn, Germany. 56 pages. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3553579>

[3] FAO (2022). The State of World Fisheries and Aquaculture 2022. Towards Blue Transformation. Rome, FAO <https://doi.org/10.4060/cc0461en>

[4] [www.seaaroundus.org](http://www.seaaroundus.org)

[5] Froese, R. et al. (2018). Status and rebuilding of European fisheries. *Marine Policy*, 93:159-190. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2018.04.018>

[6] Gutierrez, M. et al. (2024). Fishy Business: estimating the impact of irregular and unsustainable fishing of distant-water fishing fleets in Ecuador, Ghana, Peru, the Philippines and Senegal. London, ODI, 156p. (<https://odi.org/en/publications/fishy-business>)

[7] Oostdijk, M. et al. (2022). Governing Open Ocean and Fish Carbon: Perspectives and Opportunities. *Frontiers in Marine Science*, 9. <https://doi.org/10.3389/fmars>.